



Direction interrégionale des services pénitentiaires de
Lille
Département des Affaires Immobilières
123 rue Nationale
BP 765 59034 Lille Cedex



**TRAVAUX DE SECURISATION DU PARKING DU CENTRE PENITENTIAIRE DE
VENDIN LE VIEIL
DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.) – TITRE II

Maitrise d'œuvre :

Cabinet MERLIN

16 rue de Cambrai

59000 LILLE

Tél 03 28 55 03 00

Fax 03 28 55 03 03

E-mail : cm-lille@cabinet-merlin.fr



SUIVI DU DOCUMENT :

0125 0728-180-DCE-CCTP-titre II-A-DISP Lille – Vendin Le Vieil

Indice	Établi par :	Approuvé par :	Le :	Objet de la révision :
A	Sophie LAMOUR	E.barbry;	22/05/2025	Établissement

SOMMAIRE

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES	3
1.1 PREAMBULE	3
1.2 OBJET DES TRAVAUX :	3
1.3 PRESENTATION DU CCTP ET LIAISON ENTRE LES PIECES DE L'ETUDE.....	3
1.4 DOCUMENTS DE REFERENCES	3
1.5 PLANNING.....	3
1.6 REPERAGE DES ZONES D'INTERVENTION	3
1.7 RESPONSABILITE.....	4
1.8 AUTORISATIONS.....	4
1.9 ETAT DES LIEUX.....	4
1.10 REUNIONS DE CHANTIER ET FICHES DE CHANTIER.....	4
1.11 PRESENTATION D'ECHANTILLONS ET PROVENANCES DES MATERIAUX	5
1.11.1 Contrôles internes de l'Entrepreneur.....	5
1.11.2 Description des ouvrages.....	5
1.12 DECHARGE.....	6
1.13 NIVEAU DE QUALIFICATION DU PERSONNEL ET AGREMENTS	6
1.14 INSTALLATION DE CHANTIER	6
1.15 IMPLANTATION DES OUVRAGES	6
1.16 NETTOYAGE DU CHANTIER	6
1.17 PENALITES DE RETARD.....	6
1.18 PLANS DE RECOLEMENT – DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES.....	7
2 MATERIAUX, PRODUITS, COMPOSANTS ET MISE EN OEUVRE	8
2.1 CLOTURES, PORTAIL ET PORTILLON	8
2.1.1 Réalisation d'une étude d'exécution	8
2.1.2 Description sur les clôtures.....	9
2.1.3 Description sur les Portails et Portillon	10
2.2 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLES	11

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES

1.1 PREAMBULE

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières régit l'exécution des travaux de pose de clôtures, portail et portillon sur le centre pénitentiaire de Vendin Le Vieil

1.2 OBJET DES TRAVAUX :

- Fourniture et pose de Clôture lame, occultante avec soubassement béton.
- Fourniture et pose de portail motorisé autoporté avec ouverture par badge ou boucle magnétique, occultant
- Fourniture et pose de portillon avec gâche électrique, ouverture badge ou bouton, remplissage dito clôture.

1.3 PRESENTATION DU CCTP ET LIAISON ENTRE LES PIECES DE L'ETUDE

Le présent CCTP énumère les ouvrages finis et non les diverses sujétions indispensables pour les mener à bonne fin, selon les normes en vigueur.

Les travaux définis par le présent Cahier des Charges constituent un tout. L'entrepreneur est censé avoir reconnu parfaitement les lieux et les particularités de réalisation. Une omission sur un dessin ou un descriptif technique n'aura pas pour effet de soustraire l'Entrepreneur à l'obligation de devoir exécuter la prestation.

1.4 DOCUMENTS DE REFERENCES

Les travaux seront exécutés suivant les règles techniques et normes en vigueur à la date du marché :

- Cahiers des Clauses Techniques Générales aux marchés publics de travaux (notamment le fascicule 35 dernière édition)
- Règles du DTU et règles de l'art
- Norme NF EN 13241-1.

1.5 PLANNING

Voir le planning contractuel joint.

1.6 REPERAGE DES ZONES D'INTERVENTION

Il appartient à l'Entrepreneur de s'être rendu sur les lieux pour prendre connaissance des complexités particulières de réalisation, concernant les travaux demandés, les délais d'exécution, la préparation du chantier, le programme d'exécution des travaux. Il devra apprécier toutes les difficultés susceptibles d'être rencontrées au cours des travaux. Si celles-ci étaient de nature à empêcher le bon déroulement des travaux, l'entrepreneur devra en faire part dans les meilleurs délais au Maître d'œuvre avec copie au Maître de l'ouvrage.

Il aura intégré à son prix notamment les **contraintes résultant de l'accessibilité**, de la portance des sols, des nécessités de protection des ouvrages périphériques, les contraintes de limitation du bruit. L'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi que l'organisation et le fonctionnement du Chantier (limites de l'emprise publique, stockage de matériaux, les réseaux existants avec la présence plus ou moins proche d'énergie électrique et d'eau, les servitudes, les consignes de circulation sur la voirie et dans le centre pénitentiaire, etc...).

L'Entreprise ne pourra, en conséquence, se prévaloir d'aucune erreur ou omission susceptibles d'être relevées dans les pièces du marché pour refuser l'exécution des travaux nécessaires au complet achèvement du chantier, suivant les normes en vigueur et selon les prescriptions données dans les plans et descriptifs.

1.7 RESPONSABILITE

L'entreprise demeure responsable des dégradations causées tant sur les bâtiments du centre pénitentiaire et propriétés voisines, que sur la voie publique.

Il est bien entendu que l'entreprise exécutante des présents travaux sera responsable civilement de tous les accidents matériels ou corporels du fait de ceux-ci.

1.8 AUTORISATIONS

- L'entrepreneur sera tenu de procéder à l'établissement de tous les dossiers administratifs et techniques nécessaires. L'Entreprise doit solliciter, auprès des services compétents, toutes les autorisations nécessaires pour satisfaire aux lois et règlements en vigueur, notamment pour l'occupation temporaire de l'espace public et pour l'ouverture de fouilles.

L'Entreprise doit établir, dans les délais conformes aux habitudes, une Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (modèle CERFA n° 13619*01). Elle alertera le Maître d'œuvre sur la nécessité d'adaptation du projet en fonction des résultats de la D.I.C.T.

1.9 ETAT DES LIEUX

L'entreprise intervenant sur le chantier reconnaît prendre possession de celui-ci dans un état permettant d'accomplir intégralement sa tâche suivant les normes en vigueur, dans les conditions de son marché et sans plus-value.

A sa demande, effectuée par écrit au Maître d'œuvre, il pourra être procédé à un état des lieux avant réalisation et (ou) après exécution de son chantier : cet état des lieux fera l'objet d'un rapport approuvé par les différentes parties exécutantes.

Cet état des lieux ne remplacera nullement la réception des travaux considérés.

1.10 REUNIONS DE CHANTIER ET FICHES DE CHANTIER

Des réunions de chantier hebdomadaires seront organisées par le Maître d'ouvrage.

Les Entreprises convoquées seront tenues d'y être représentées par une personne qualifiée jouissant du pouvoir de décision et par la personne qui a en charge la réalisation du chantier.

Ces réunions doivent permettre la présentation par l'entreprise de toutes les fiches de provenance des matériaux et végétaux, et permettre au maître d'œuvre de donner son accord sur tous les points de validation décrits dans chaque article de descriptifs des travaux.



L'entrepreneur doit organiser son chantier et la succession de ses travaux pour que ses différentes validations soient réalisées lors de ces réunions et ainsi éviter tout retard dans les réalisations.

1.11 PRESENTATION D'ECHANTILLONS ET PROVENANCES DES MATERIAUX

La provenance de tous les matériaux est soumise à l'avis du Maître d'œuvre. Les matériaux seront tous de premier choix. Ils devront faire l'objet d'une présentation d'échantillons.

L'entrepreneur devra faire valider tous les matériaux avant utilisation en faisant signer la "Fiche de validation des fournitures" par le Maître d'œuvre (fiche jointe en annexe du présent CCTP).

Les échantillons seront conservés par l'Entreprise, sur le site ou à son dépôt, pendant toute la durée du chantier. La mise en œuvre des matériaux est scrupuleusement soumise à l'avis préalable du Maître d'œuvre.

1.11.1 CONTROLES INTERNES DE L'ENTREPRENEUR

Ces contrôles sont à assurer par le contrôle interne de l'Entreprise conformément aux spécifications du présent chapitre.

En outre :

- En début de chantier, chaque Entrepreneur donnera le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle au sein de l'Entreprise ;
- au niveau des fournitures, l'Entrepreneur s'assurera que les produits livrés sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché ;
- au niveau du stockage, il s'assurera que celles des fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques et aux déformations mécaniques sont convenablement protégées.

L'entreprise devra préciser dans son mémoire la surface nécessaire pour l'implantation des équipements de chantier et de base de vie conformément aux dispositions en matière de SPS.

Les essais sur chantier ou en laboratoire demandés par le Maître d'œuvre ou les contrôleurs techniques seront réalisés conformément aux prescriptions des DTU correspondants.

Tous les frais de prélèvements, d'échantillon ou d'analyses ainsi que les réparatifs afférents sont dus par l'Entreprise quel que soit le résultat final. Les matériaux refusés doivent être mis de côté et signalés de manière apparente en attendant leur enlèvement du chantier, comme prévu à l'article 1.44 de la norme française P 03 001.

Vérification par le Maître d'œuvre : Il se réserve le droit de faire exécuter tous les essais et contrôles qu'il juge nécessaire.

1.11.2 DESCRIPTION DES OUVRAGES

Tous les postes décrits comprennent : la protection des pièces, leur mise en œuvre sur le site (assemblage montage), les sujétions d'engin de levage et manutention pour mise en œuvre, les sujétions liées aux contreventements provisoires en cours de montage, le scellement.

1.12 DECHARGE

- Les matériaux non réutilisés seront transportés en un lieu de décharge en dehors de l'opération au choix de l'entrepreneur ; avant toute mise en dépôt, celui-ci effectuera les démarches nécessaires en vue d'obtenir les accords préalables ; les indemnités éventuelles à verser sont à sa charge.

1.13 NIVEAU DE QUALIFICATION DU PERSONNEL ET AGREMENTS

Le chantier doit être pris en charge par des personnels qualifiés encadrés par des responsables jouissant du pouvoir de décision. Le Maître d'œuvre se réserve la possibilité de demander le retrait du chantier de tout personnel n'exécutant pas ses missions selon les normes en vigueur ou avec le soin qui convient.

Un exemplaire des plans et croquis d'exécution, des pièces techniques du marché et du présent CCTP doivent en permanence être à la disposition des personnels sur le chantier.

1.14 INSTALLATION DE CHANTIER

L'entreprise devra sa propre installation de chantier conformément à la réglementation en vigueur.

1.15 IMPLANTATION DES OUVRAGES

Cette prestation incombera suivant les intervenants de la manière suivante :

- les piquetages de la globalité des aménagements en x,y et z,

Toutes les études d'exécutions nécessaires à l'implantation des différents ouvrages doivent être réalisées afin de s'assurer de la cohérence des structures et des points de niveau de ces derniers.

1.16 NETTOYAGE DU CHANTIER

L'Entreprise doit laisser le chantier propre pendant toute la durée de son intervention. Les abords du chantier seront maintenus en état de propreté ou nettoyés par ceux qui y auraient apporté des souillures. Les défaillances d'Entreprises seront prises en charge par le Maître d'Ouvrage et affectées au marché de l'Entreprise responsable du désordre.

La circulation des camions hors chantier ne devra pas souiller les voiries du domaine public.

Prendre toutes précautions pour éviter les dépôts de terre sur les chaussées.

Mise en place de panneaux réglementaires nécessaires à la sécurité des usagers à l'approche de la zone chantier.

1.17 PENALITES DE RETARD

Conforme au Cahier des Clauses Administratives Particulières.

1.18 PLANS DE RECOLEMENT – DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

En fin de chantier l'entreprise devra fournir 3 exemplaires des plans et schémas (dont un sur support informatique) mis à jour en fonction de l'exécution.

Les travaux dans l'emprise du périmètre de l'opération :

- les levés et plans de récolement seront exécutés par l'entrepreneur au fur et à mesure de l'avancement du chantier afin de permettre au Maître d'œuvre de vérifier la bonne implantation
- les renseignements concernant des passages difficiles seront complétés par des croquis et des profils
- les plans devront obligatoirement être légendés suivant le cahier de symboles adoptés par le Maître d'Ouvrage et être agréés par le Maître d'œuvre avant diffusion aux concessionnaires
- ces dispositions devront être remplies au moment où l'entreprise demande la réception partielle ou totale de ses travaux.
- en cas de défaillance de l'entreprise, le Maître d'œuvre pourra, après simple mise en demeure préalable, faire procéder par un géomètre de son choix, au relevé complet, ou aux compléments de relevés nécessaires, ainsi qu'à l'établissement des plans définitifs
- les frais nécessités par cette opération seront en totalité supportés par l'entreprise, leur montant sera déduit des sommes dues à cette dernière
- en tout état de cause, la réception des travaux ne pourra être prononcée tant que ces plans n'auront pas été fournis

Hors emprise et dans l'emprise du périmètre de l'opération

- la fourniture récapitulative de toutes les fiches d'agréments de matériaux et fiches techniques descriptives et certificats de fournisseurs, les fiches d'entretien de chaque matériau.
- pour tous les ouvrages comportant un appareillage, l'entreprise concernée fournira toutes les notices de construction, fonctionnement d'exploitation et de garantie ; elle fournira également toutes les coordonnées des fabricants et des dépositaires en assurant :
- la revente, l'exploitation ou le contrôle
- la réception des travaux est également conditionnée par la fourniture de ces documents



2 MATERIAUX, PRODUITS, COMPOSANTS ET MISE EN OEUVRE

2.1 CLOTURES, PORTAIL ET PORTILLON

2.1.1 REALISATION D'UNE ETUDE D'EXECUTION

Il s'agit de l'étude d'exécution de l'ensemble des serrureries à mettre en œuvre sur le projet.
L'entreprise devra détailler chaque Serrurerie.

Ce poste comprend :

Les études d'Exécution sont à la charge de l'Entreprise titulaire du lot

Les plans d'atelier seront réalisés suivant :

- les indications de base du présent CCTP,
- les indications portées sur les plans guides techniques.

Les études d'exécution seront en rapport avec :

- les altimétries projet,
- les différentes législations en vigueur,
- l'entreprise devra les vérifications des sections et des côtes, l'étude des assemblages, l'étude de la stabilité en phase de transport et de montage, les plans de fabrication nécessaires, les plans d'ensemble et les plans de détails, les plans de montage, la notice d'hygiène et de sécurité...

Constitution du dossier d'EXE :

Les Plans d'Exécution des Ouvrages (PEO) seront assortis de toutes les pièces nécessaires au contrôle et au bon déroulement des études et des travaux.

Ils comprendront notamment :

- Les plans de coupes et détails
- Les avis techniques des fabricants.
- Les schémas des détails.

Les PEO seront soumis au visa du Maître d'œuvre avant tout commencement de travaux.

Avant le commencement des travaux, l'entrepreneur est tenu de vérifier les côtes des plans, coupes, profils... et de signaler aux concepteurs tout écart ou toute incompatibilité qu'il pourrait constater, ou bien de les rendre attentifs à tout changement qui serait éventuellement à opérer. Il serait responsable des conséquences que pourrait entraîner l'inobservation de cette obligation.

L'entrepreneur devra prendre connaissance des différents plans, il devra signaler au Maître d'œuvre ses observations éventuelles.

Le titulaire fournira notamment :

- Fiches techniques des matériaux
- Plans et coupes de détail des clôtures
- Plans et coupes de détail du portail et du portillon
- Profils en long de chaque linéaire de clôture

2.1.2 DESCRIPTION SUR LES CLOTURES

Les clôtures et autres travaux de serrurerie seront conformes aux normes, règlements et cahiers des charges en vigueur.

L'entrepreneur inclut dans son offre, toutes découpes du remplissage nécessaires vis-à-vis de l'implantation. Il est rappelé que la clôture doit être occultante. Il comprend également dans son offre la réfection des surfaces démolies pour la réalisation des massifs et de la pose des soubassements.

Mise en place

Scellement par massif béton 10cm sous le sol fini dans les zones de plantations et 5cm sous les enrobés. Il s'agit de la fourniture et la mise en place d'une clôture décrite précédemment.

La prestation intègre:

- les travaux de dépose des clôtures existantes (y compris massifs d'ancrage).
- un relevé et la vérification de l'implantation et des niveaux.
- les terrassements et évacuation en décharges contrôlées de l'ensemble des massifs ou longrines ou autres terrassements nécessaires à la réalisation de sa prestation.
- la fabrication, le transport, le montage, le raccordement de l'ensemble du linéaire.
- le réglage et l'ajustage de l'ouvrage.
- la protection provisoire des ouvrages livrés finis sur le chantier jusqu'à la réception complète de l'ouvrage.
- la fourniture et la pose de quincaillerie.
- les essais physiques et mécaniques imposés par les normes françaises.
- le nettoyage et l'enlèvement des gravats en décharge contrôlée après chaque intervention.
- les contrôles de la bonne fixation et stabilité de l'ensemble de l'ouvrage avant réception.
- la fourniture et la pose de la clôture et des poteaux
- La réalisation de plots béton pour le scellement y compris dimensionnement et toutes sujétions
- Les raccords sur la clôture existante
- Les scellements dans un massif de béton dimensionné en fonction de la qualité du sol de chaque poteau. Celui-ci doit présenter des finitions régulières avec chanfrein permettant une remise en place de la terre végétale contre le poteau.
- la mise en place des lames entre poteaux en veillant au bon alignement de l'ensemble.
- Le nivellement du sol pour permettre une pose régulière de la clôture.
- Tous les sols aillant été dégradés lors de la pose des clôtures devront être remis en état.

Les clôtures à mettre en œuvre doivent être adaptées aux altimétries du projet. Les éléments de clôture seront conçus de manière à suivre les pentes avec adaptation en rampant. L'ensemble des poteaux devront être parfaitement verticaux. Les redents seront limités au strict minimum.

- Les clôtures seront posées tronçon par tronçon.

L'entrepreneur prévoit également dans son offre la mise en place de boîte 40*40 avec grille avaloir verrouillable (système à faire valider par le centre pénitentiaire) pour la gestion de l'écoulement des eaux le long du soubassement de la clôture et permettre ainsi son évacuation vers la noue existante.



2.1.3 DESCRIPTION SUR LE PORTAIL ET PORTILLON

L'entrepreneur aura à sa charge la fourniture et pose :

- Portail coulissant motorisé autoporté hauteur 2.5m, 6.5m d'ouverture, conforme à la norme NF EN 1324-1 – contrôle d'accès intégré (y compris lecteur de badge déporté sur poteau (fourniture du poteau par le présent lot) et boucle magnétique en sortie) :
 - Ral à définir - Sens d'ouverture droite ou gauche à confirmer à la commande
 - Portique de guidage et de fermeture en tube carré sur platine à cheiller, Le dimensionnement est à la charge de l'entrepreneur.
 - Remplissage tôle pleine simple peau permettant l'occultation.
 - Ensemble galvanisé à chaud au trempé et thermolaqué Ral standard à définir avec la Moa
 - Motorisation conforme à la norme NF EN13241-1 avec 500 cycles/jour. Motorisation déporté avec clef de débrailage (3 clefs à fournir)
 - Signalisation lumineuse sur poteau de guidage :
 - Feu clignotant orange et projecteur halogène pour éclairer la zone de débattement
 - Batterie de secours
 - Palpeur Portique refoulement
 - Barrage cellule filaire en refoulement
 - Portier vidéo avec casquette
 - Barrage cellule filaire double int/ext portique 0.5m/1.2m

L'entrepreneur a à sa charge l'ensemble des terrassements et évacuations pour la réalisation des massifs et longrines du portail (à sa charge également). Il a également à sa charge le raccordement et les câbles CFO et Cfa dans les fourreaux posés par le lot1.

- Portillon : de même conception que la clôture décrite précédemment – gâche électrique-contrôle d'accès intégré (adapté au passage des PMR, 1.2m de large minimum), y compris lecteur de badge déporté sur poteau coté extérieur et bouton coté intérieur, béquille (pour le maintien en position ouverte de la porte).
L'ensemble devra être galvanisée à chaud au trempé et thermolaqué Ral à définir avec la Moa. Le type de serrure sera à définir avec le centre pénitentiaire et 3 clefs seront à fournir.

Tous les systèmes de lecteur de badge devront être compatible avec le logiciel et les badges déjà en place au centre pénitentiaire de Vendin le Vieil.

Mise en place

La prestation intègre:

- les travaux de dépose des clôtures existantes (y compris massifs d'ancrage).
- un relevé et de la vérification de l'implantation et des niveaux.
- Réalisation des massifs et longrines
 - les terrassements et évacuation en décharges contrôlée de l'ensemble des massifs ou longrines nécessaires à la réalisation de sa prestation.
 - la fabrication, le transport, le montage, le raccordement de l'ensemble des éléments constituant le portail.
 - le réglage et l'ajustage de l'ouvrage.
 - la protection provisoire des ouvrages livrés finis sur le chantier jusqu'à la réception complète de l'ouvrage.
 - la fourniture et la pose de quincaillerie.
 - les essais physiques et mécaniques imposés par les normes françaises.
 - le nettoyage et l'enlèvement des gravats en décharge contrôlée après chaque intervention.
 - les contrôles de la bonne fixation et stabilité de l'ensemble de l'ouvrage avant réception.
- Les raccordements sur la clôture.



2.2 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLES

Il est demandé à l'entreprise de chiffrer la réalisation d'une étude permettant de définir la faisabilité d'occultation du portail existant et de la clôture et portillon se situant entre le portail existant et la limite de propriété.

Cette occultation devant être résistante à des dégradations volontaires. Elle devra être réalisée sur toute la hauteur de l'existant.

Il est également demandé à l'entreprise de chiffrer cette occultation en prenant comme hypothèse une tôle pleine ou une plaque en polycarbonate opaque (au choix de l'entrepreneur). L'entrepreneur prévoit dans ce chiffrage l'ensemble des fixations nécessaires y compris toutes sujétions. Les fiches techniques devront être fournies.